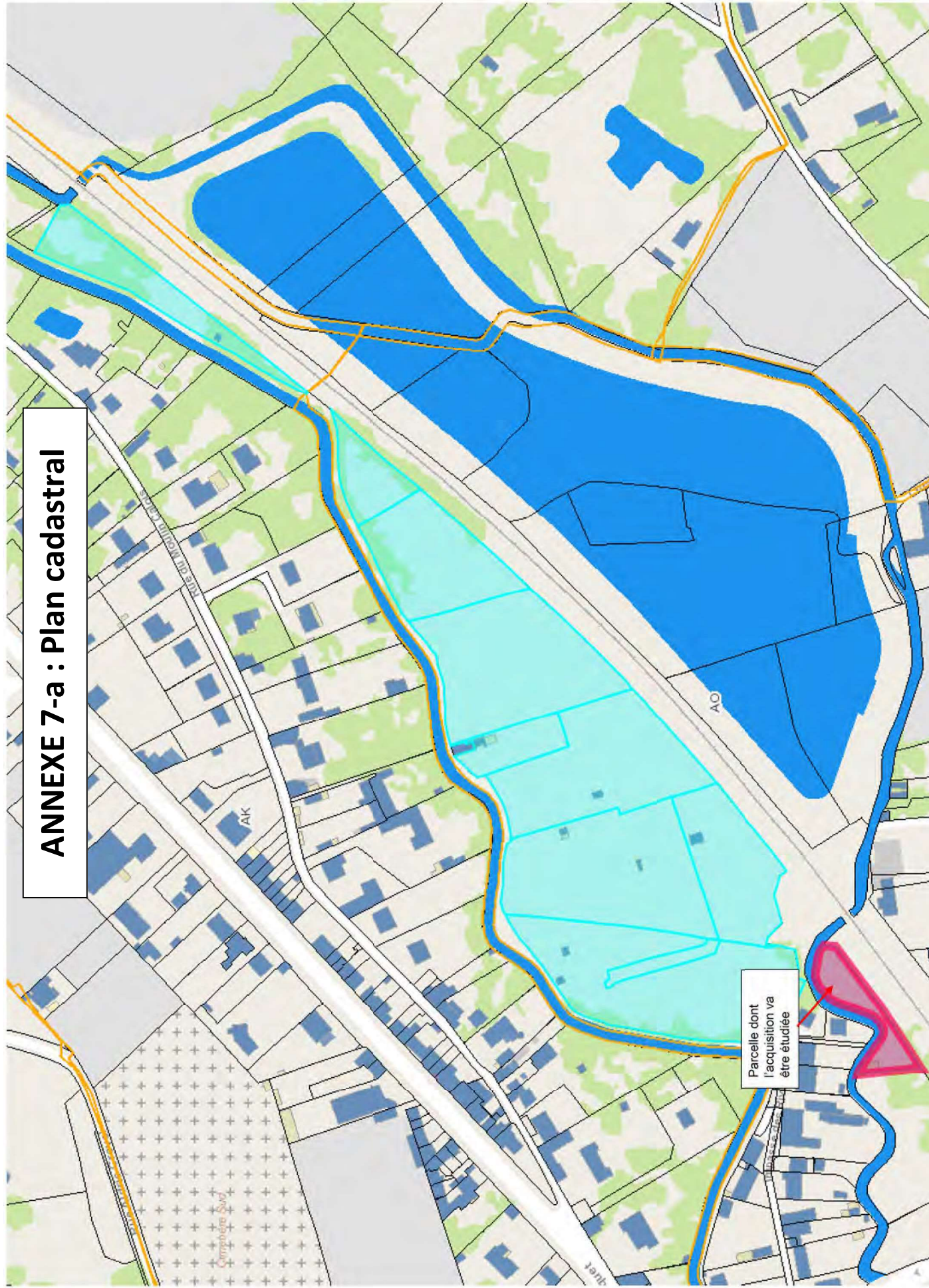


ANNEXE 7

Recueil cartographique

- **ANNEXE 7-a : Cadastre**
- **ANNEXE 7-b : ZNIEFF**
- **ANNEXE 7-c : ZPPAUP**
- **ANNEXE 7-d : ZH**
- **ANNEXE 7-e : PPRI**
- **ANNEXE 7-f : Anciens sites industriels**
- **ANNEXE 7-g : Captage AEP**
- **ANNEXE 7-h : Site inscrit**

ANNEXE 7-a : Plan cadastral



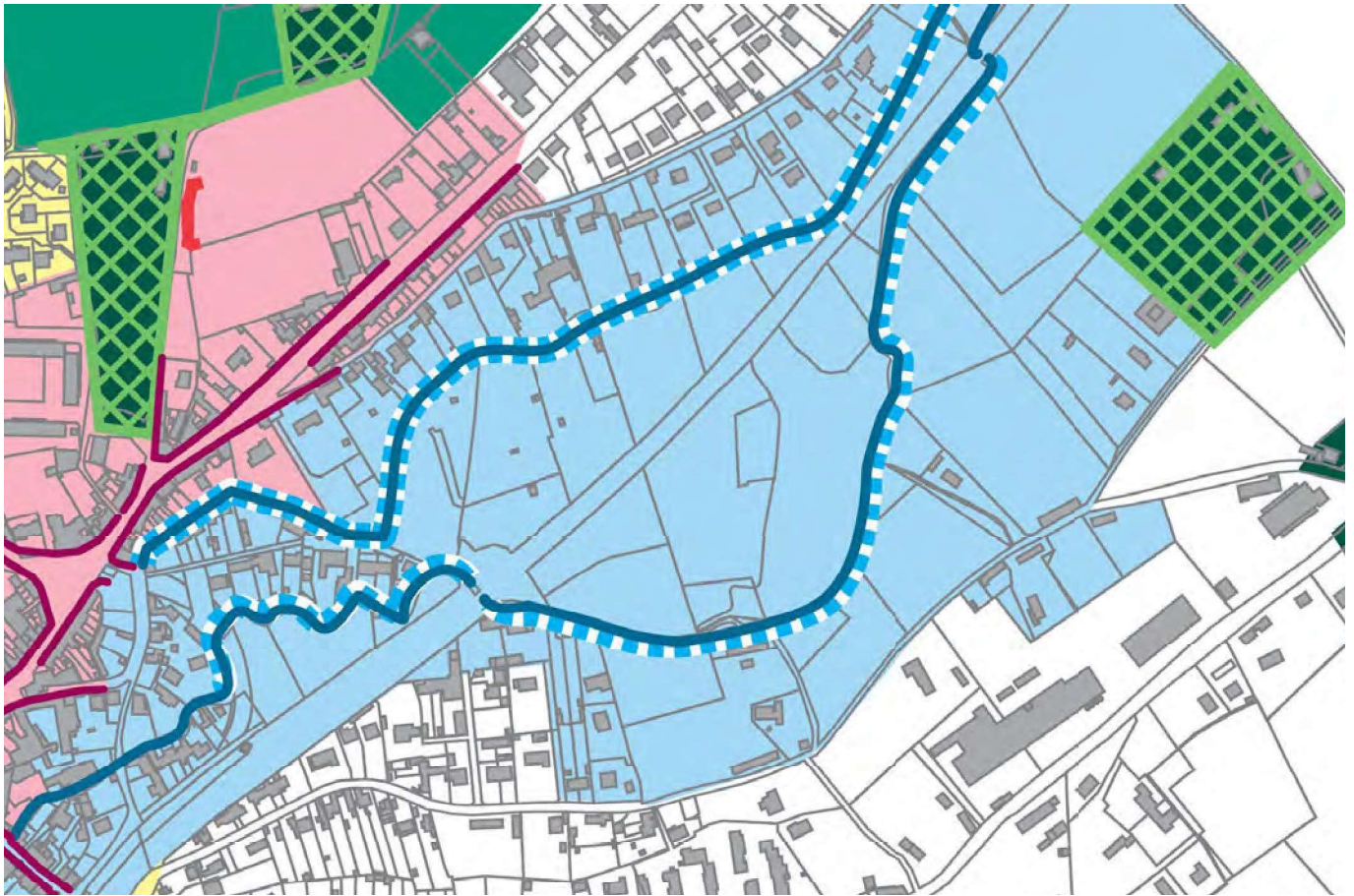
ZNIEFF de type II		
N°	Code	Libellé
1	230000295	LE LITTORAL DU HAVRE À ANTIFER
2	230000855	L'ESTUAIRE DE LA SEINE
3	230031046	LES FALAISES ET LES VALLEUSES DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE



ZNIEFF de type I



ANNEXE 7-c : ZPPAUP de la vallée de la Lézarde



SECTEUR 1 : PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

- 1.1 Centre ville historique
- 1.1f Alignements de façade sur rue obligatoire
- 1.1h Façades à hauteur déterminée
- 1.2 Secteur périphérique
- Monuments historiques classés ou inscrits

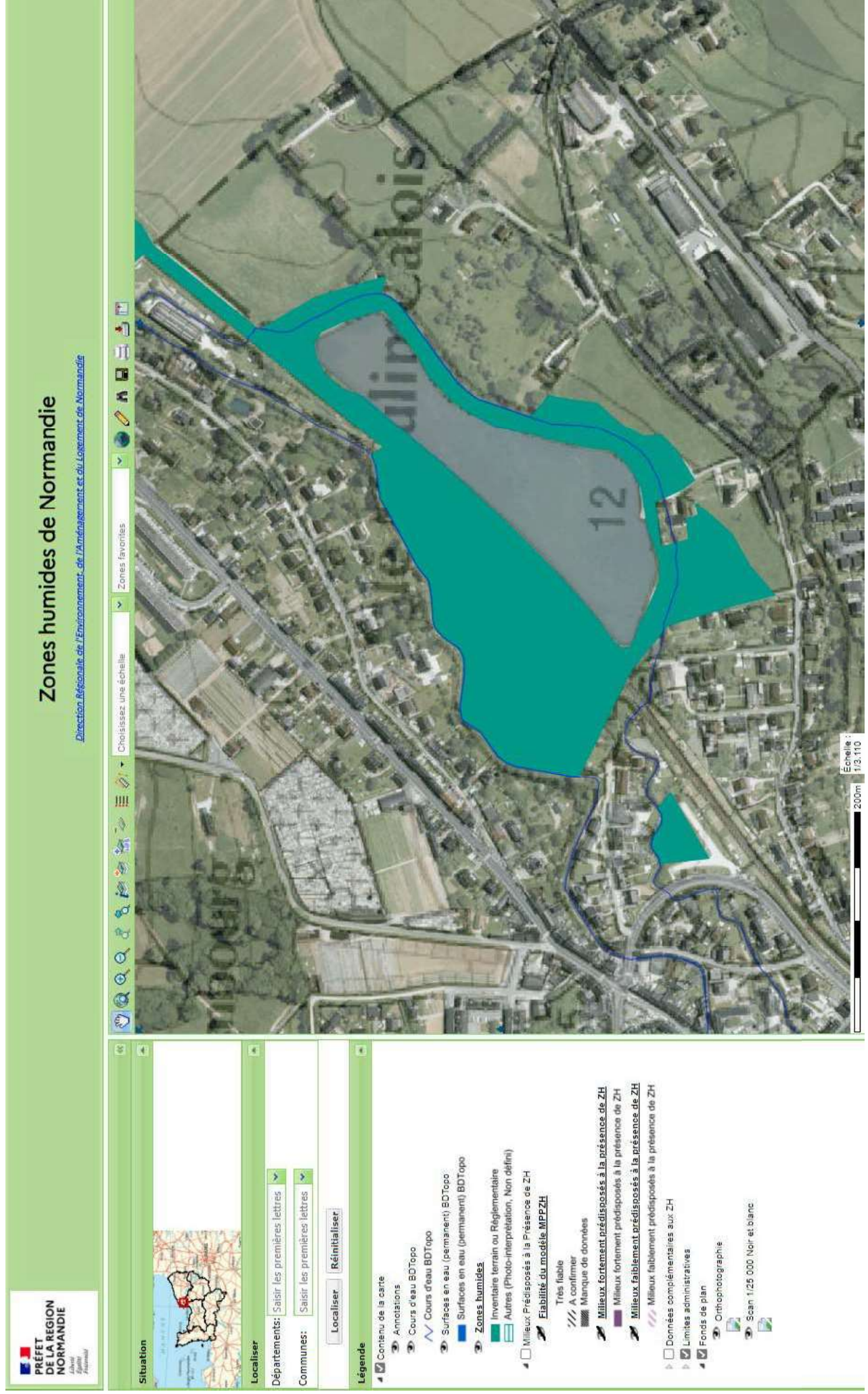
SECTEUR 2 : PATRIMOINE PAYSAGER DE LA VALLÉE

- 2.1 Quartiers sur la rivière
- Rivière
- 2.1f Retrait le long de la rivière

SECTEUR 3 : PATRIMOINE PAYSAGER DES PLATEAUX

- 3.1a Hameaux étendus
- 3.1b Clos mesures originaux
- 3.2 Coteau herbu ou boisé

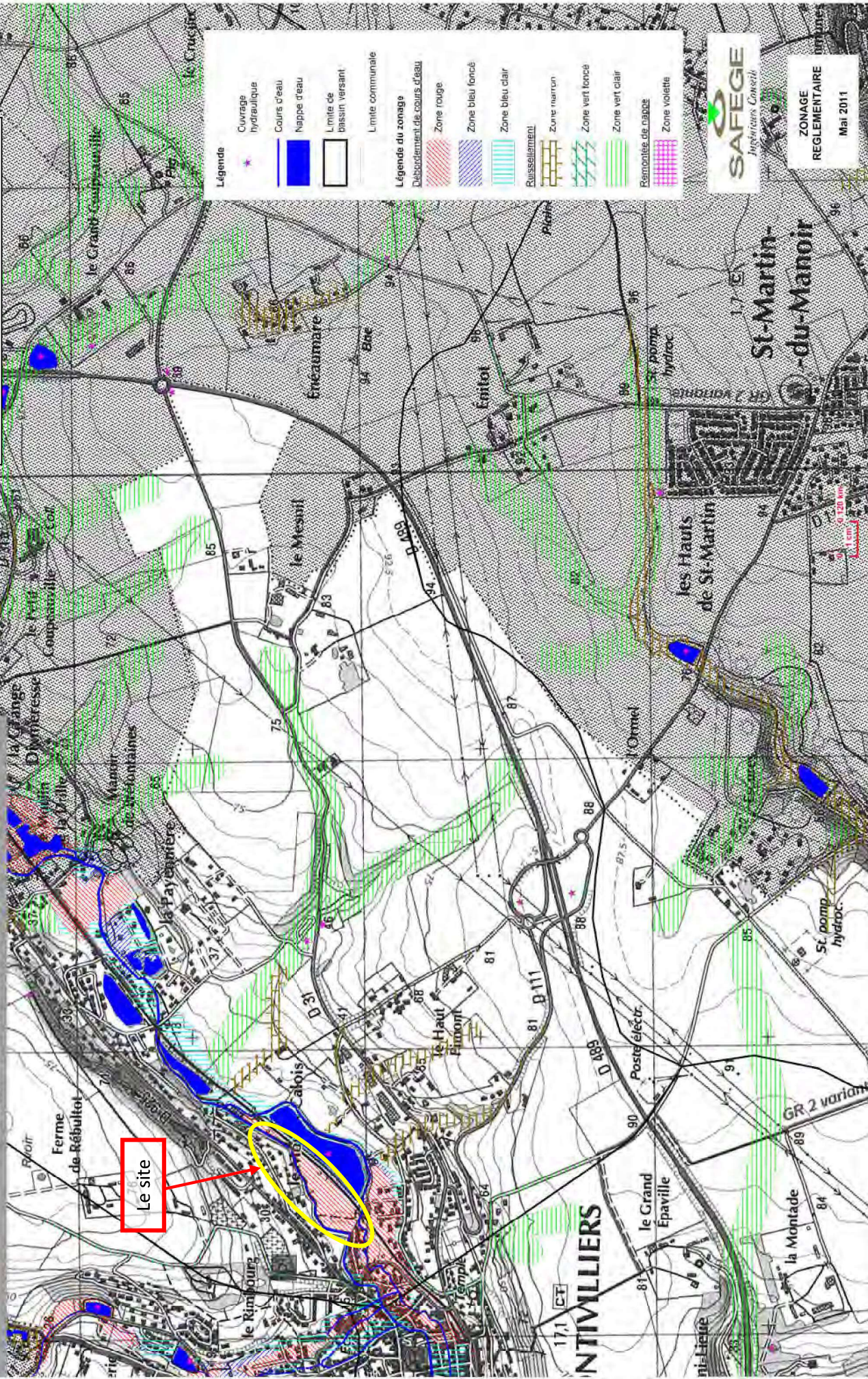
ANNEXE 7-d : Zones humides



PLAN de PREVENTION des RISQUES INONDATION
du BASSIN VERSANT de la LEZARDE
- COMMUNE DE MONTVILLIERS -



ANNEXE 7-e : PPRI



5. REGLEMENTATION POUR LE PHENOMENE DE DEBORDEMENT

5.1 ZONE ROUGE

La zone rouge correspond à une "zone de danger" ou aux champs d'expansion de crue.

5.1.1 Interdictions en ZONE ROUGE

Sont interdits :

- Tous les travaux, constructions, aménagements, installations à l'exception de ceux mentionnés à l'article 5.1.2 - Prescriptions particulières aux projets autorisés en ZONE ROUGE ;
- Le stockage des produits polluants ou dangereux pour l'environnement , autres que ceux autorisés pour les activités agricoles et horticoles (Cf. article 5.1.2.4) ;
- Toutes reconstructions résultant d'un sinistre, quelque soit le sinistre (Cf. L.111-3 du CU modifié par Grenelle 2 et jurisprudence) ;
- Les changements de destination de constructions existantes ayant pour effet d'exposer davantage de personnes au risque ou des personnes plus vulnérables, ainsi que les équipements ou travaux susceptibles d'aggraver le risque ;
- La création et l'extension des établissements sensibles ;
- La création de terrains aménagés spécialement pour l'accueil des campeurs et des caravanes, de terrains aménagés avec des habitations légères de loisirs ou pour l'accueil des gens du voyage ;
- Les clôtures pleines ou à soubassement et leur reconstruction ;
- Les sous-sols et l'extension de sous-sols, les parkings souterrains, ainsi que la réalisation et l'aménagement de niveaux habitables ou non sous le niveau du terrain "naturel" ;
- Les remblais, les digues, les dépôts de toute nature, à l'exception :
 - des ouvrages et aménagements hydrauliques dont la finalité est la réduction des risques liés aux inondations sur le bâti existant à la date d'approbation du PPR (à condition qu'ils n'aggravent pas les risques par ailleurs, et sous réserve d'étude justificative réalisée par le maître d'ouvrage) ;
 - les accès, pour les bâtiments existants recevant du public, permettant l'évacuation des personnes de façon autonome ou avec l'aide des secours, sous réserve que toutes les mesures soient prises pour assurer la transparence hydraulique des ouvrages ;

- Les extractions de matériaux sauf si elles sont rendues nécessaires pour la recherche de vestiges archéologiques et celles prévues au schéma départemental des carrières ;
- L'enlèvement des haies existantes sauf en cas de problèmes phytosanitaires. Dans ce cas, les plans arrachés doivent être systématiquement remplacés dans le respect de la réglementation, avec les mêmes densités et des essences locales ;
- Parking ouvert au public.

5.1.2 Prescriptions particulières aux projets autorisés en ZONE ROUGE

Le niveau du premier plancher habitable (habitations) ou technique (activités) des constructions et extensions autorisées est placé 30 cm au dessus du niveau de référence.

5.1.2.1 Constructions neuves

Sont autorisées :

- Les clôtures n'entravant pas le libre écoulement des eaux (à fils, à grillage, à claire voie...).

5.1.2.2 Rénovations - Aménagements - Extensions

Sont autorisés :

- Les rénovations, sans changement d'affectation ou de destination ;
- L'aménagement de combles ou la création d'un nouvel étage des constructions existantes :
 - à usage d'habitation dès lors qu'il n'augmente pas le nombre de logements ;
 - à usage d'hébergement hôtelier, de bureaux, de commerce, d'artisanat, d'industrie, d'exploitation agricole ou forestière, la fonction d'entrepôt et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à conditions de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque et d'assurer la sécurité des occupants ;

et sous réserve du respect des prescriptions mentionnées au § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions ;

Ces travaux d'aménagement ne sont réalisables qu'une seule fois ;

- L'extension des constructions existantes :
 - à usage d'habitation ou d'hébergement hôtelier dès lors qu'elle n'augmente pas le nombre de logements et dans la limite maximale d'une augmentation de 20 m² ;
 - à usage de bureaux, de commerce, d'artisanat, d'industrie, d'exploitation agricole ou forestière, de fonction d'entrepôt et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque, et dans la limite maximale d'une augmentation de 20 % de l'emprise au sol ;

et sous réserve du respect des prescriptions mentionnées au § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions ;

Ces travaux d'extension ne sont réalisables qu'une seule fois, et 40 % au moins de la surface totale des terrains faisant l'objet de la demande d'autorisation de construire seront consacrés à des espaces libres à la circulation des eaux ;

- Les extensions, les aménagements et installations nécessaires à des mises aux normes ou liées aux conditions d'habitation ou de sécurité, notamment associées aux chauffages et sanitaires et à l'accessibilité des logements aux personnes à mobilité réduite (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées) ;

et sous réserve du respect des prescriptions mentionnées au § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement , l'utilisation ou l'exploitation des constructions ;

Ces travaux d'extension ne sont réalisables qu'une seule fois, et 40 % au moins de la surface totale des terrains faisant l'objet de la demande d'autorisation de construire sera consacré à des espaces libres à la circulation des eaux ;

- Les accès, les voiries et le raccordement aux réseaux existants, prévus dès la conception du projet ou nécessaires pour des raisons de sécurité publique, et sous réserve qu'ils soient établis au niveau du terrain "naturel" ou que la transparence hydraulique des voiries soit assurée.

5.1.2.3 Aménagements hydrauliques et de gestion des eaux

Sont autorisés :

- Les affouillements du sol, lorsqu'ils sont nécessaires au drainage , à l'irrigation des parcelles ainsi qu'à l'extraction des atterrissements, favorisant la circulation des eaux (noues, fossés...), à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets ;
- Les travaux et aménagements hydrauliques des ouvrages existants à la date d'approbation du PPR, y compris les mares concourant à la sécurité civile ;
- Les ouvrages hydrauliques résultant d'une étude de fonctionnement hydraulique des cours d'eau dans le cadre de la lutte contre les inondations. Ces derniers devront faire l'objet de mesures de surveillance, d'inspection et d'entretien particulières destinées à prévenir les risques de rupture et assurant leur pérennité (Cf. § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, et en particulier les articles 9.2.2 et 9.2.6) et dans le respect de la réglementation spécifique.

5.1.2.4 Activités agricoles et horticoles

Sont autorisés :

- Les installations imposées pour la mise aux normes de bâtiments d'élevage dans le cadre de la réglementation existante ;
- Les équipements et matériaux nécessaires à l'exploitation de terrains tels que cuves de combustible, abreuvoirs pour le bétail, ballots de paille ou de foin, bois de coupe,

fertilisants, aliments d'élevage.... Ils doivent être placés de telle façon qu'ils ne puissent être entraînés par les eaux et protégés des objets flottants (Cf. § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions) ;

- Les abris pour animaux dans les herbages, strictement réservés à cet usage, en étant positionnés sur la partie haute des parcelles, et conformes avec la réglementation en vigueur ;
- Les aménagements de parcs et jardins sans possibilité d'y inclure une construction ;
- Les plantations d'arbres et les plantations de haies arbustives dans le sens de l'écoulement de l'eau. Elles doivent être adaptées de façon à présenter le minimum d'obstacle à l'écoulement des eaux notamment en zones urbaines. Sont préconisés le choix d'essence locales, l'espacement suffisant des plants et l'alignement selon le sens du courant ;
- Les pacages et les cultures annuelles

5.1.2.5 Assainissement

Sont autorisés :

- Les travaux d'entretien, de mise aux normes et de rénovation des systèmes d'assainissement collectifs existants ;
- La réalisation de systèmes d'assainissement individuels d'eaux usées, sous réserve :
 - que le dispositif soit mis en place dans les règles de l'art et que ce dernier n'aggrave pas les écoulements de surface ; et que les événements soient situés au-dessus du niveau de référence ;
 - que l'impossibilité technique d'implanter le système d'assainissement ailleurs soit démontrée ;
- La construction des dispositifs de raccordement à l'assainissement collectif, sous réserve que les dispositifs ne modifient pas et n'entravent pas les écoulements de surface et que des précautions soient prises en phase de travaux.

Des dispositions doivent être prises pour empêcher les risques de pollution par submersion sur l'ensemble du système d'assainissement.

5.1.2.6 Ouvrages techniques ou équipements publics

Sont autorisés :

- La construction, la réhabilitation, la mise aux normes, ou l'extension, des installations et équipements nécessaires au fonctionnement des services publics (pylône, poste de transformation, infrastructures de transport de biens et de personnes, réseaux, forages d'eau, stations d'épuration...) et/ou d'intérêt général sous réserve qu'il soit démontré techniquement que le projet ne puisse se faire hors zone inondable (Cf. arrêté du 22 juin 2007 pour les stations d'épuration) ;

Ces installations doivent respecter les prescriptions suivantes :

- limiter au maximum leur impact hydraulique ;

- ne prévoir aucun logement de fonction ou local à sommeil en rez-de-chaussée ou en dessous du niveau de référence ;
- l'ensemble des équipements sensibles et dispositifs de gestion (mécaniques ou électro-mécaniques) doit être situé au minimum à 30 cm au dessus du niveau de référence ;
- les remblaiements strictement limités à la mise hors d'eau de ces ouvrages ou équipements sont autorisés, sous réserve qu'il ne soit pas possible de mettre en œuvre des dispositions constructives assurant une transparence hydraulique au niveau de leur fondation. (Cf. § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement , l'utilisation ou l'exploitation des constructions).

Le risque de submersion doit être pris en compte pour l'évacuation des eaux : aux points bas (clapet anti-retour...), dans la conception des déversoirs d'orage et des postes de refoulement (pompes...). Des dispositions doivent être prises pour empêcher les risques de pollution par submersion sur l'ensemble du système d'assainissement.

5.1.2.7 Aménagement de voirie - Franchissement

Sont autorisés :

- Tout projet d'aménagement de voirie ou de franchissement, sous réserve de démontrer qu'il n'aggrave pas la situation hydraulique en cas de débordement. Dans la mesure du possible, des matériaux favorisant l'infiltration (chaussée drainante) doivent être utilisés. Les plateformes des chaussées doivent assurer une transparence hydraulique ;
- La création de parking à usage privatif non souterrain ou nécessaire au bon fonctionnement d'une activité à condition :
 - de les réaliser au niveau du terrain "naturel" ;
 - de ne pas modifier l'écoulement des eaux, ni aggraver les risques ; ou bien de collecter et d'évacuer les eaux de ruissellement via des aménagements adéquats ;
 - d'utiliser des matériaux de revêtements perméables n'aggravant pas l'imperméabilisation du type revêtement poreux (techniques alternatives d'hydraulique douce...) ;
 - de comporter une structure de chaussée résistante à l'aléa inondation.

Toutes dispositions (techniques alternatives, fossés...) sont prises pour gérer les écoulements superficiels sur les voiries existantes.

Le risque encouru par les usagers doit être clairement affiché sur place : l'affichage du risque doit être visible et permanent.

En cas de survenue de phénomène d'inondation, l'exploitant ou le propriétaire, prend toute disposition pour interdire l'accès aux ouvrages et organise l'évacuation à partir de la première diffusion des messages d'alerte.

A l'occasion de l'entretien de la chaussée, des dispositions sont prises pour protéger les voies contre l'érosion due au phénomène de débordement. L'entretien de ces dispositifs est assuré par le maître d'ouvrage ou le gestionnaire.

5.1.2.8 Activités économiques liées au milieu aquatique

Sont autorisées :

- Les constructions contribuant à l'activité économique qui requièrent la proximité du milieu aquatique et sous réserve qu'il soit démontré techniquement que le projet ne puisse être implantées en d'autres lieux (piscicultures, activités nautiques...) ;

Ces projets doivent respecter les prescriptions suivantes :

- limiter au maximum leur impact hydraulique ;
- l'ensemble des équipements sensibles et techniques doit être situé au minimum à 30 cm au dessus du niveau de référence ;

Les remblaiements strictement limités à la mise hors d'eau des ouvrages sont autorisés (Cf. § 9 - Mesures générales relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions) sous réserve qu'il ne soit pas possible de mettre en œuvre des dispositions constructives assurant une transparence hydraulique au niveau de leur fondation.

5.1.2.9 Structures de sport et de loisir

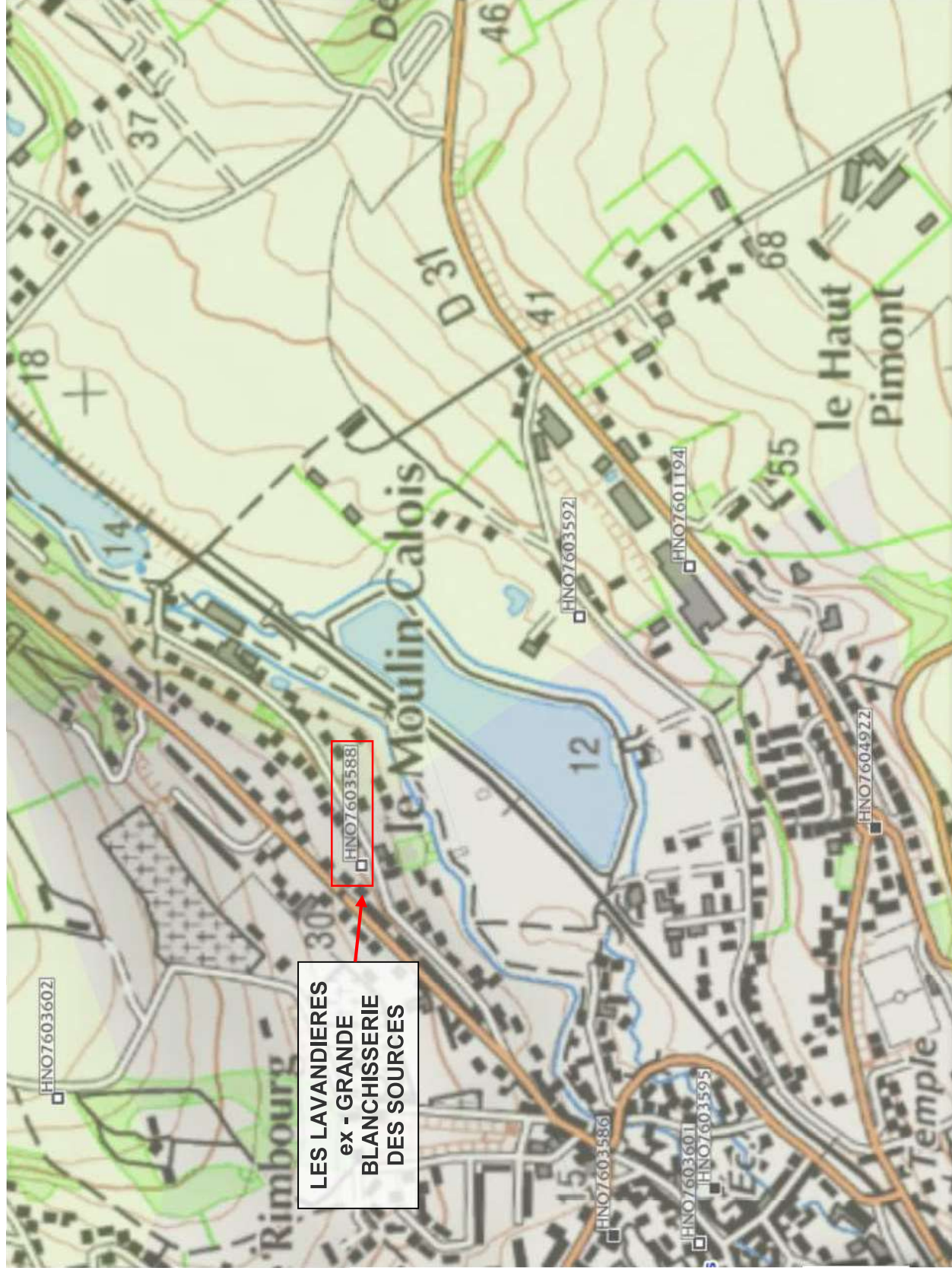
Sont autorisés :

- L'exploitation de terrains de camping et de caravaning existants à la date d'approbation du PPR, à condition que les caravanes restent toujours mobiles, et sous réserve que :
 - la période d'accueil des tentes ou caravanes mobiles soit limitée au maximum à la période du 15 mai au 15 novembre de chaque année, sans stockage des tentes ou caravanes en période de fermeture du terrain de camping caravaning ;
 - le risque d'inondation soit affiché de manière lisible en différents points du site en permanence ;
 - le maître d'ouvrage mette en place un plan d'évacuation ;
- L'aménagement des campings et caravanings existants à la date d'approbation du PPR à conditions de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments nécessaires au fonctionnement de ces derniers et de ne pas augmenter la capacité d'accueil ;
- Les structures provisoires (baraquement, tribunes...) ou flottantes (appontement...) à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et sous réserve que ces derniers soient démontables en cas de crue dans un délai rapide de 24 heures ;
- Les activités et occupations temporaires pouvant être annulées ou interrompues avec une évacuation complète des personnes et des biens dans un délai inférieur à 24 heures ;
- Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisir en garantissant la plus grande perméabilité des différents aménagements, ainsi que les bâtiments annexes, limités aux locaux sanitaires et techniques indispensables à l'activité prévue sous réserve que :
 - l'emprise au sol des bâtiments ne dépasse pas les 100 m² ;
 - le plancher des rez-de-chaussée soit 30 cm au-dessus de la cote de référence et réalisé sur un vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur pilotis, de manière à assurer la transparence hydraulique, sous réserve que

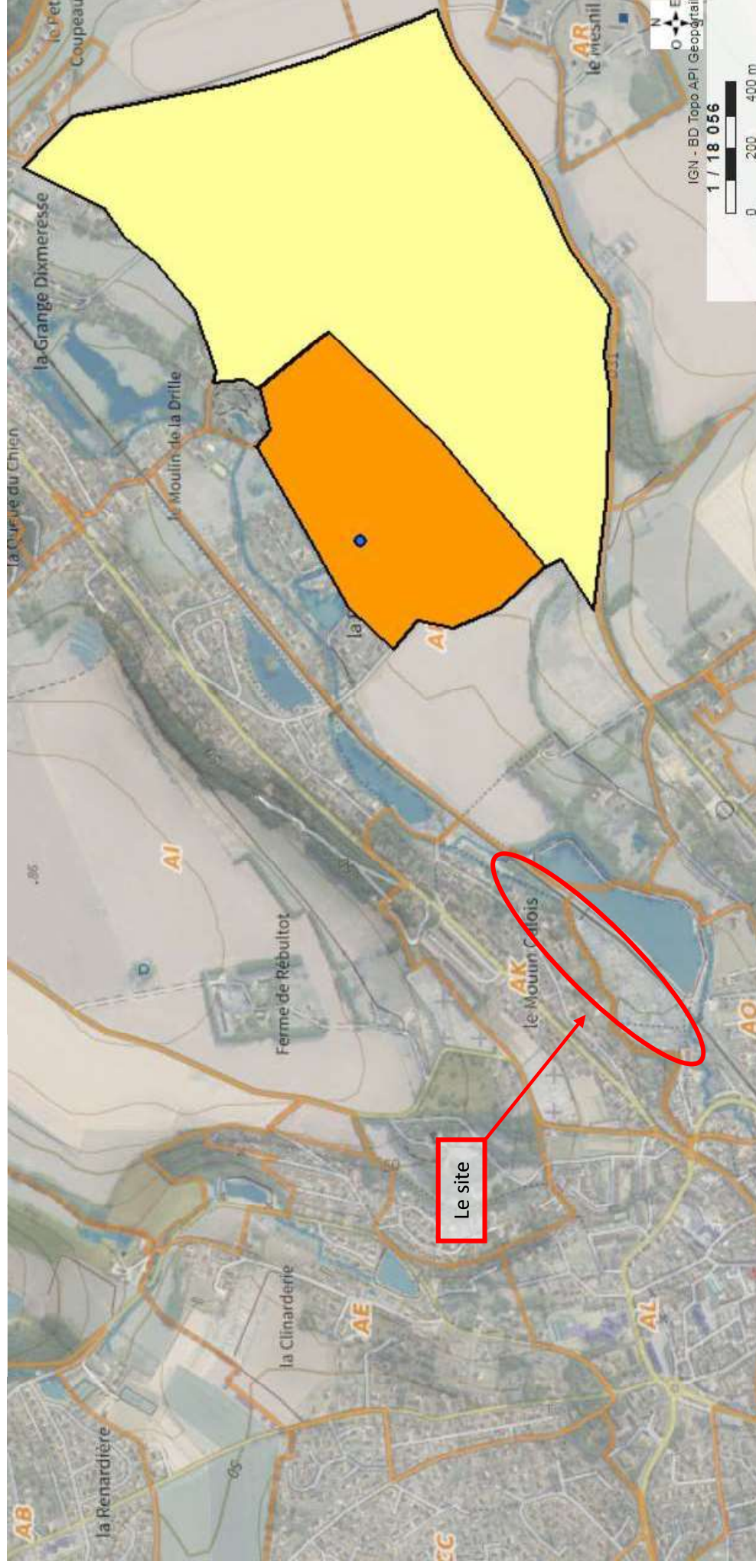
ces dispositions ne remettent pas en cause l'obligation d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ;

- les éléments accessoires (bancs, tables...) soient ancrés au sol.

ANNEXE 7-f : Anciens sites industriels



ANNEXE 7-g : Captage AEP



ANNEXE 7-h : Site inscrit

